



Construire une réelle opposition à Sarkozy-Fillon !

Offensive tous azimuts contre nos droits sociaux

Passage à 41 annuités de cotisation pour la retraite, liquidation des 35 heures, flicage et contrôle des chômeurs qui seront contraints d'accepter n'importe quel emploi à n'importe quel prix, démolition des services publics, privatisation de la Santé..., le gouvernement poursuit sans relâche sa politique de régression sociale.

Les prix flambent et les salaires et retraites ne bougent pas !

Essence, alimentation, gaz, soins médicaux, l'explosion des prix est devenue insupportable pour des millions de salariés. La pauvreté monte en flèche alors que les profits des entreprises explosent.

En 20 ans, la part des salaires dans le revenu national a baissé de 10 points, pendant que celle des profits des grandes entreprises augmentait d'autant.

On nous dit « les caisses sont vides ... », c'est faux !

Quand on accumule les exonérations de cotisations sociales, les subventions publiques et les cadeaux fiscaux, c'est l'équivalent de 160 milliards d'euros qui partent de la poche de la majorité de la population pour enrichir une minorité. L'équivalent du salaire annuel d'environ 5 millions de personnes à 1 500 € par mois, charges comprises ! Largement de quoi combler tous les prétendus déficits des caisses de la sécurité sociale ou de retraite au nom desquels le gouvernement voudrait nous faire accepter de nouveaux sacrifices !



Le « dialogue social », c'est le monologue patronal !

Et alors que le PS n'en finit pas de découvrir les prétendues vertus du libéralisme, de l'économie de marché, et de se déchirer pour savoir qui prendra la tête du parti et sera candidat en 2012, les directions nationales des organisations syndicales s'enlisent toujours plus dans le « dialogue social » avec le gouvernement et le patronat. Mais quel compromis peut-il y avoir avec ce gouvernement qui lamine nos conditions d'existence ? Quel compromis peut-il y avoir avec ce gouvernement exclusivement au service de la classe capitaliste ?

Contre l'offensive patronale, il faut un mouvement d'ensemble !

Le mécontentement est général. La colère a déjà explosé chez les dockers, les marins pêcheurs, les agriculteurs. Il n'en faudrait pas beaucoup pour que cette colère soit contagieuse tant la situation est devenue insupportable pour la majorité des salariés.

Depuis des mois, le mécontentement social s'exprime. Les mobilisations et les grèves se multiplient dans de nombreux secteurs du privé comme du public mais sans jamais converger véritablement.

Il est urgent et vital de tirer toutes les leçons d'un an de mobilisations morcelées contre la politique du gouvernement, où chaque secteur se retrouve isolé et doit attendre plusieurs semaines, voire plusieurs mois, l'étape suivante.

Depuis l'arrivée de Sarkozy au pouvoir, les directions nationales des organisations syndicales développent une stratégie de la défaite : elles éparpillent les journées de grève nationales sans lendemain, secteur après secteur, en refusant de mettre en avant des revendications qui permettraient d'aller vers un mouvement d'ensemble : une grève générale contre Sarkozy et le patronat.

Il est urgent et vital de regrouper nos forces et de nous organiser autour d'un plan d'urgence pour nos luttes :

- ▶ 300 € d'augmentation mensuelle pour toutes et tous.
- ▶ Pas de revenu inférieur à 1500 € nets.
- ▶ Interdiction des licenciements et réduction massive du temps de travail jusqu'à résorption du chômage.
- ▶ Retraite à taux plein à 60 ans après 37,5 annuités maximum (départ à 55 ans sans condition d'annuité pour les métiers pénibles).
- ▶ Défense et développement des services publics, gratuits, de qualité et accessibles à tous.

IL FAUT NATIONALISER TOTAL !

Le pétrole cher profite en premier lieu aux spéculateurs et aux compagnies pétrolières. Parmi elles, Total, qui, tous les mois, engrange 1 milliard d'euros de bénéfices. En 2007, c'est plus de 13 milliards d'euros et en 5 ans, plus de 55 milliards d'euros de profits qui sont rentrés dans ses caisses. A l'autre bout de la chaîne, les salariés, contraints de prendre leur voiture pour aller travailler, voient leur facture d'essence exploser. La lutte contre la hausse des prix du carburant, concerne toute la population ; nous n'avons pas choisi d'habiter loin de notre lieu de travail ou d'étude, et de subir la mauvaise qualité, la cherté, et souvent l'absence de transports en communs.

Total doit être réquisitionné et intégré dans un grand service public de l'énergie. Il faut utiliser les immenses bénéfices de Total pour contrôler le prix de l'essence et du gazole et diminuer notre dépendance au pétrole, en développant des transports en commun efficaces et gratuits, en donnant la priorité au rail et en lançant un plan national d'équipement en énergies renouvelables : solaire, éolien...



Lundi 23 juin à 20h30

**Salle René Cassin, Rue René Cassin
À St Jean de la Ruelle**

Réunion de préparation des assises nationales des 28 et 29 juin, ouverte à toutes et tous, pour un Nouveau Parti Anticapitaliste



Militants anticapitalistes, syndicaux, associatifs, jeunes, travailleurs avec ou sans emploi, nous avons décidé de regrouper nos forces et de répondre à l'appel lancé par Olivier Besancenot et la LCR pour la construction d'un nouveau parti anticapitaliste.

Face à Sarkozy, l'ami des patrons et des milliardaires, et à la guerre sociale qu'il mène contre les travailleurs et les jeunes, face à la faillite et la capitulation des partis de gauche, il manque cruellement un parti utile aux mobilisations d'aujourd'hui, un parti pour préparer un changement radical, révolutionnaire de la société.

Ce parti appartiendra à toutes celles et ceux qui s'y engageront. C'est maintenant que commence la discussion pour décider ensemble, pour construire ensemble ! Rejoignez-nous !

Pour nous contacter, être tenu au courant de nos réunions et nos activités :

npaloiret@mailoo.org

Visitez le site du Comité pour le NPA du LOIRET :

<http://npaloiret.wordpress.com>

L'INFLATION À 3,3% ! ET NOS SALAIRES ET PENSIONS ?

Ceux sont les produits de première nécessité qui augmentent le plus vite. Alors que des centaines de milliers de familles ont de plus en plus de mal à satisfaire leurs besoins vitaux, l'argent coule à flot dans la poche des patrons. Les patrons du CAC 40 ont augmenté leurs revenus de 58% en une année. Leurs émoluments sur l'ensemble de l'année 2007 vont de trois siècles à plus d'un millénaire de Smic brut !

Quant au « président du pouvoir d'achat » jusqu'à maintenant, c'est le sien et celui de ses amis qu'il a confortablement augmenté.

Il faut exiger 300 euros d'augmentation pour tous, pas de revenus, salaires et pensions, en dessous de 1500 euros et l'indexation de la prime de transport. C'est notre travail, c'est notre dû !